

CHANGER LE MONDE, UN QUARTIER À LA FOIS!

PREMIER COLLOQUE MONTRÉALAIS SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DES QUARTIERS

FAITS SAILLANTS

Le premier colloque montréalais sur le développement durable des quartiers, organisé par le Centre d'écologie urbaine de Montréal, s'est déroulé du 1^{er} au 3 mai 2008 au Complexe des Sciences Pierre-Dansereau (UQAM). Ce colloque a rassemblé plus de 300 participants, dont la moitié provenait du grand public et l'autre du milieu des intervenants en développement des quartiers.

Ce colloque avait comme objectif de souligner le travail réalisé à l'échelle des quartiers de Montréal, des quartiers urbains ailleurs au Québec et même dans le monde, afin d'inspirer la communauté montréalaise et renforcer sa volonté de faire de Montréal une ville durable. Nous voulions notamment mettre l'accent sur les liens entre les enjeux sociaux, économiques, environnementaux et démocratiques dans la pratique, allant au-delà du discours théorique sur l'intégration de toutes les dimensions du développement durable. Le colloque représentait ainsi une occasion de mettre en valeur les multiples initiatives provenant d'acteurs diversifiés (publics, communautaires et privés).

La programmation comprenait une variété d'activités : conférences, plénières, ateliers de discussion, etc. Plus de 30 personnes ressources impliquées dans les quartiers y ont présenté leurs projets, parmi lesquelles se trouvaient des conférenciers d'envergure tels que : Brian Tokar, Institut d'écologie sociale, Vermont; Gilles Sénécal, INRS-Urbanisation, Culture et Société; Marie Demers, auteure de *Pour une ville qui marche*; Stéphane Perron, médecin spécialiste; Dimitri Roussopoulos, auteur de *L'écologie politique*; Christian Yaccarini, PDG du technopôle Angus; et plusieurs autres. Également au menu, plus de 20 ateliers présentant une trentaine de projets de démonstration sur les thèmes suivants : transport, écologie sociale, verdissement, gestion des matières résiduelles, eau, agriculture urbaine, construction écologique, participation citoyenne, pour ne nommer que ceux-ci. Soulignons également que cet événement a été pensé dans le respect des valeurs du Centre d'écologie urbaine et se voulait donc éco-responsable en plus d'offrir un service de traduction simultanée pour les conférences et plusieurs ateliers.

LE JEUDI, 1^{ER} MAI 2008

CONFÉRENCE D'OUVERTURE

Changer le monde, un quartier à la fois!

Conférence d'ouverture grand public axée sur l'importance des actions individuelles et collectives réalisées aux échelles locales et globales, plus particulièrement celles des villes et des quartiers, afin de faire face aux enjeux sociaux, économiques, environnementaux et démocratiques.

ALAN DESOUSA, conseiller municipal à la Ville de Montréal, responsable du développement durable et du développement économique au comité exécutif, ouvre le colloque en rappelant que le développement durable de nos quartiers est lié à la volonté des communautés. Pour en assurer le succès, la Ville de Montréal doit soutenir l'action des citoyens et des organismes, qui sont les piliers du changement. Le slogan du colloque : *Changer le monde, un quartier à la fois* est, en ce sens, inspirant et mobilisateur. Tout le monde doit mettre de l'avant des initiatives au sein des quartiers car chaque geste compte. Comme le dit Kofi Annan, *défendre l'environnement n'est pas un luxe mais une condition à la paix*.

BRIAN TOKAR, de l'Institut d'écologie sociale au Vermont et auteur de *The Green Alternative* et de *Earth for Sale*, expose que la gravité des changements climatiques impose d'envisager des changements politiques durables. Les véritables solutions se

forment bien souvent au niveau local et permettent en même temps de développer la justice sociale. Ce sont dans nos quartiers que nous pourrions créer les modèles qui remplaceront le monde que nous ne voulons plus. Les solutions locales renforcent le sentiment que nous pouvons changer les choses. C'est en créant un mouvement politique que l'on peut infléchir le changement politique en liant urbanisme écologique et démocratie. Il faut aussi s'inspirer du municipalisme libertaire développé par Murray Bookchin et sa philosophie de fédération à travers laquelle une communauté construit son identité.

GILLES SÉNÉCAL, professeur à l'INRS – Urbanisation, culture et société et coordonnateur de l'étude l'État de l'environnement urbain au Québec, étonne les participants en lançant que «le quartier n'a jamais existé. Il est une invention sociale». Il n'y a pas de frontières ou d'unité de paysage qui identifie bien le territoire donné d'un quartier. Mais le quartier doit aussi son existence et sa reconnaissance à un ensemble de réseaux, qu'animent des personnes et des groupes qui font appel aux notions de solidarité et d'appartenance afin de tenter de résoudre des problèmes et de construire l'image du quartier. Le quartier se forme aussi autour de controverses qui permettent de réinvestir les quartiers, de faire des apprentissages et de produire des transactions sociales. Il y a dès lors un espace public qui s'ouvre. La production sociale du quartier s'établit sur la base des réseaux, des interactions, de la participation au sein de l'espace public et de la mise en avant d'une utopie créatrice.



Photo ECOterre / Cindy Diane Rhéault

Les organisateurs du Colloque: Luc Rabouin, Martin St-Pierre et Virginie Bonneau du Centre d'écologie urbaine de Montréal.



Photo ECOterre / Cindy Diane Rhéault

Animation durant les pauses santé.

MIREILLE AUDET, organisatrice communautaire à la Clinique communautaire de Pointe St-Charles, est d'accord avec le fait que le quartier est malmené. Entre les différents découpages territoriaux institutionnels, on se demande où est le quartier. Il faut se battre pour le faire reconnaître comme milieu de vie, lieu d'ancrage, territoire d'appartenance lié à son histoire et ayant sa dynamique propre. Si la Ville de Montréal reconnaît encore le quartier comme territoire d'intervention, elle ne sollicite toutefois pas les acteurs du milieu lorsqu'il est question de développement urbain. L'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) est une oreille qui écoute, des têtes qui analysent et une bouche sans dents qui fait un rapport. Il est important de mettre en place les conditions pour que les citoyens puissent participer convenablement. Les milieux associatifs et communautaires ont un rôle de catalyseur et de capacité portante de l'organisation et de la participation des citoyens.

DIMITRI ROUSSOPOULOS, économiste, éditeur et auteur de *L'écologie politique* (ed. Écosociété), déclare qu'«il faut changer le système politique», ce qui ne veut pas dire simplement de changer de parti. Il faut travailler dans les quartiers, dans la ville et se poser la question : est-ce possible d'arriver au développement durable dans une société dominée par le capitalisme ? Tous doivent travailler ensemble. Montréal a besoin de mouvements de citoyens enracinés dans les quartiers pour démocratiser la ville. Il faut démocratiser la démocratie. L'année 2009 est une année électorale à Montréal et dans d'autres villes québécoises. Le 5^e Sommet citoyen sera l'occasion



📍 Entrevue avec Radio-Canada et Luc Rabouin, coordonnateur du Centre d'écologie urbaine de Montréal.

Photo / Céline Lecomte

de réfléchir à la ville que l'on veut et aux façons de changer le système afin de viser le développement d'une ville écologique et démocratique.

PÉRIODE D'ÉCHANGES : FAITS SAILLANTS

Des participants soutiennent que la question de la démocratie municipale est liée à la fiscalité des municipalités qui reçoivent trop peu de transferts des gouvernements provincial et fédéral eux égard de leurs responsabilités. D'autres soulignent que, alors que la Ville s'est dotée d'outils formidables pour mettre en œuvre le développement durable (Plan stratégique de développement durable, Plan de transport, Plan d'urbanisme, Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels, etc.), des projets contraires à cette vision sont toujours proposés et acceptés, comme celui de l'autoroute Notre-Dame, un véritable désastre.

VENDREDI, 2 MAI 2008

Le développement durable dans les quartiers : enjeux, défis et conditions de réalisation.

Journée d'échanges réservée exclusivement aux personnes qui travaillent dans le milieu du développement des quartiers (agents de développement, organisateurs communautaires, etc.). Cette journée offrait enfin aux intervenants, œuvrant ou désirant œuvrer pour le développement durable de leur quartier, un espace pour réfléchir collectivement sur leur travail.

Cette journée a donc permis de définir collectivement des stratégies d'action permettant d'intégrer à la fois les enjeux sociaux, environnementaux et économiques dans les pratiques des acteurs du développement des communautés. La démocratie participative, et plus précisément la participation directe des citoyens, était aussi au cœur des discussions. Enfin, cette journée a permis de faire le point et d'analyser le chemin qui reste à parcourir en matière de développement durable à l'échelle des quartiers.

CONFÉRENCE D'OUVERTURE

Le développement durable à l'échelle locale : de quoi s'agit-il?

DAVID BROWN, Directeur de l'École d'urbanisme de l'Université McGill, présente les principes du développement durable à l'échelle locale. Selon une définition standard, il s'agit d'un développement qui répond aux besoins présents sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. Mais est-ce suffisant? Un retour en arrière nous rappelle que, dès 1915, des urbanistes mettaient de l'avant des concepts comme : «Think global, act local» et liaient les processus de changements sociaux, environnementaux, économiques et même démocratiques dans l'idée du développement de l'individu dans un processus continu. S'inspirant de la littérature antérieure, M. Brown retient que le développement durable s'incarne dans les quartiers et repose sur un sentiment d'appartenance et d'auto-gouvernance. Il vise des changements quantitatifs et qualitatifs, en s'appuyant sur la vitalité des systèmes vivants, ainsi que sur l'utilisation durable des ressources, et la synergie entre les systèmes sociaux, économiques et écologiques. Les urbanistes jouent un rôle de visionnaire, de communicateur, d'écoute, de négociateur, d'analyste des systèmes complexes, de constructeur du consensus et de mise en lumière de l'intérêt collectif.

Les approches de développement des quartiers à Montréal

ANNE LATENDRESSE et **CATHERINE TRUELLE**, professeures au Département de géographie de l'UQAM, présentent les résultats d'une recherche portant sur différentes approches de développement socioterritorial expérimentées à Montréal, soit : 1 – le développement économique communautaire à travers le travail des CDÉC, 2 – le développement social à travers les tables de quartiers, 3 – les démarches de revitalisation urbaine intégrée et 4 – le développement durable, concentré sur le programme de quartier 21. Les chercheuses ont notamment voulu cerner la participation des acteurs et des citoyens afin de mettre en relation ces approches et les préoccupations environnementales,

démocratiques et de justice sociale. Les chercheuses ont constaté la convergence de plus en plus grande des approches, qui se traduit par une volonté de développer une synergie entre les acteurs locaux et les institutions autour d'un territoire et de faire appel aux capacités collectives et individuelles en vue du développement de ce territoire. La participation des citoyens est toutefois souvent circonscrite à des enjeux très locaux. Il y a de plus un faible arrimage à la ville et à la métropole et le retour au quartier ou à l'espace de proximité peut faire apparaître le piège du localisme. Plusieurs défis doivent être relevés pour arrimer les interventions aux différentes échelles du voisinage, soit celles du quartier, de l'arrondissement, de la ville et de la métropole.

PÉRIODE D'ÉCHANGES : FAITS SAILLANTS

Animée par **JOCELYNE BERNIER**, coordonnatrice de la Chaire Approches communautaires et inégalités de santé

La légitimité de la participation citoyenne et des groupes communautaires au sein de projet de développement n'est plus à démontrer. Toutefois, elle exige de la volonté, la présence de porteurs de projets, la persévérance face à des processus complexes, de même que l'appui des élus. Les programmes de financement ne sont pas adaptés aux actions de développement durable qui se mettent en place dans les quartiers. Il existe de plus une variabilité dans les méthodes de participation selon les arrondissements. Certains arrondissements créent des lieux de participation, mais faute de



Animation de l'atelier sur la Certification LEED appliquée au développement des quartiers.

Photo / Céline Lecomte

suivi adéquat, la désillusion et la démobilité gagnent les citoyens engagés. Il y a des dynamiques où des citoyens mettent en place des comités ad hoc parce qu'ils ne se reconnaissent pas dans les groupes communautaires. Certaines dynamiques de RUI intègrent en effet les citoyens dès le début du processus alors que d'autres se font entre organismes communautaires. De plus, les bailleurs de fonds orientent l'action des CDEC en insistant sur la dimension du développement économique et la création de richesse. Les bailleurs de fonds s'intéressent peu aux préoccupations très concrètes et micro-locales des citoyens. Le développement économique est tabou dans le milieu communautaire. Il ne faut pas oublier que le citoyen corporatif est aussi un citoyen. Il faut aussi considérer les interventions des acteurs institutionnels et de l'arrimage de leurs différentes interventions, qui se fait trop souvent en silo.

DES ÉCHOS DES ATELIERS DU VENDREDI APRÈS-MIDI SUR LES ENJEUX, DÉFIS, CONDITIONS DE RÉALISATION ET PISTES D'ACTION POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DES QUARTIERS. LES IDÉES FORTES POUR LES QUARTIERS QUE NOUS VOULONS :

- Un espace de vie à échelle humaine
- Une mixité sociale et culturelle
- Une mixité des usages incluant des services de proximité, des espaces publics,
- Un espace sécuritaire et paisible favorable aux familles

- Des déplacements diversifiés faciles et accessibles
- À l'écoute des citoyens et démontrant une volonté politique en ce sens
- Comptant sur des citoyens engagés et mobilisés
- S'appuyant sur une véritable participation des citoyens en mettant de l'avant des ressources adéquates dont la pérennité est assurée
- Qui favorise la conjugaison des divers savoirs : populaires, experts, institutionnels, etc.
- Qui favorise une approche systémique qui décroïssonne les trois volets (économique, environnemental, social) du développement durable
- Qui valorise l'innovation et laisse place aux leaders de la communauté
- Qui s'appuie sur la concertation des acteurs pour influencer les politiques publiques
- Qui valorise les tables de quartier comme lieux importants de changement de l'approche sectorielle.
- Qui favorise une réappropriation des quartiers par les citoyens en créant un sentiment d'appartenance partagé.



Photo ECOterre / Cindy Diane Rheault

📍 Série « projets de démonstration ». Quartiers verts : expériences européennes avec Jayne Engle-Warnick du Centre d'écologie urbaine de Montréal.



Photo ECOterre / Cindy Diane Rheault

📍 Prise de notes durant les ateliers. Bernadette Brun de Voyagez Futé Montréal.

LA VILLE ET LES QUARTIERS QUE NOUS VOULONS PRÉSENTATION DES IDÉES FORTES ET DES PISTES D'ACTION PROPOSÉES AU COURS DE LA JOURNÉE

Avec **LINDA VALLÉE**, CDÉC Centre-sud/Plateau-Mont-Royal et Institut du Nouveau monde, **MICHEL ROY**, Coalition montréalaise des tables de quartier (CMTQ) et Owen Rose, Centre d'écologie urbaine de Montréal

Les échanges ont permis de mettre de l'avant quelques idées fortes discutées au cours de la journée. D'abord, la participation citoyenne est un processus actif qui va au-delà de la consultation. Elle exige des mécanismes transparents et l'imputabilité des pouvoirs publics, en plus de la réelle volonté de partager le pouvoir. De plus, il importe de conjuguer les savoirs experts, communautaires et citoyens en vue de la réappropriation des quartiers et du développement d'une citoyenneté locale, sans pour autant tomber dans le piège du localisme. La construction d'une citoyenneté urbaine implique la participation des citoyens, des groupes communautaires, mais aussi celle des acteurs institutionnels et celle des entreprises qui ont un rôle certain à jouer. Il importe de faire les ajustements nécessaires dans le respect de chacun afin de tendre vers des objectifs communs et la construction d'un contrat social, dans l'idée d'un processus continu. Il faut viser la construction d'alliances stratégiques fortes entre les différents acteurs. Toutefois, si l'action politique et communautaire est nécessaire, il faut aussi soutenir la parole de citoyens libres. Ensuite, force est de constater que les bailleurs de fonds ont une grande influence et orientent les interventions des groupes

communautaires, ce qui les conduit vers une perte d'autonomie et au bâillonnement. De plus, il n'y a pas d'arrimage entre les différents programmes existants. Il faut se saisir de l'importance des débats entourant le développement économique de la ville de Montréal. Les citoyens devraient exiger la création d'espaces pour discuter du type de développement désiré. Enfin, il importe de faire appel à l'innovation et l'imaginaire pour favoriser la participation, telle une utopie réalisable. Il faut développer une vision commune de cette ville que nous aimons tant et aller de l'avant pour la concrétiser.

SAMEDI, 3 MAI 2008

Environnement urbain et santé

Journée ouverte au grand public débutant avec une conférence d'ouverture sur le lien entre l'environnement urbain et la santé. Le tout suivi d'une série de «projets de démonstration» proposant plus de 14 ateliers liés au développement durable et à la santé. La thématique des méga-projets à Montréal a été mise de l'avant, notamment avec une visite des méga-projets par l'Autre-Montréal et une table ronde de clôture sur ce thème.

CONFÉRENCE D'OUVERTURE

L'environnement urbain et la santé

STÉPHANE PERRON, médecin-spécialiste à la direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, rappelle que les impacts des modes de transports et des conditions de vie au sein des logements sont deux grands éléments environnementaux qui conditionnent la santé des populations. Par exemple, l'augmentation du trafic routier entraîne l'accroissement des accidents et l'incidence des maladies cardio-respiratoires de même que la prévalence de l'obésité. De la même manière, les mauvaises conditions de logement conduisent à un risque augmenté des diverses infections et maladies respiratoires. Au-delà du changement de certains comportements, la modification de l'aménagement urbain



Présentation des idées fortes et des pistes d'action proposées au cours de la journée avec Owen Rose, Linda Vallée et Michel Roy.

Photo / Céline Lecomte

est l'intervention la plus susceptible d'avoir un impact positif sur la santé, en réduisant la densité et la vitesse automobile. Il importe donc d'envisager des mesures comme la diminution de l'espace accordé à l'auto, le développement du transport actif, la mixité de l'utilisation du sol pour favoriser la marche, une mise en application plus intensive des règlements existants sur la salubrité des logements, l'investissement dans le logement social, etc.

MICHEL GAUDET, de l'Association pour la santé environnementale, les hypersensibilités et les allergies du Québec (AEHAQ), résume l'importante bataille menée contre l'utilisation des pesticides. En 1993, sa famille et lui ont été malades suite à l'épandage de pesticides par leurs voisins. Ce fut le début d'une longue bataille inspirante pour la reconnaissance de l'empoisonnement aux pesticides et de leur interdiction dans les municipalités canadiennes. Elle commença par de nombreuses représentations au conseil municipal qui fit de Hudson la première ville canadienne à interdire les pesticides, malgré les procès menés contre cette dernière par les compagnies de pesticides. L'article 410.1 de la Loi sur les cités et villes est pourtant clair et confirme le droit de juridiction des villes québécoises en la matière. Ce jugement de la cour suprême fit boule de neige dans les autres provinces canadiennes; toutefois, la vente de tels produits subsistait. La coalition s'est rendue à l'échelle provinciale afin d'en faire interdire la commercialisation et l'utilisation. Cette bataille démontre l'importance d'agir au niveau local. L'action concertée de municipalités fait pression sur les paliers supérieurs et d'importants



📍 Présentation de Marie Demers, auteure de *Pour une ville qui marche. Aménagement urbain et santé*, Éditions Écosociété.

changements peuvent survenir. Si cela est vrai pour les pesticides, c'est vrai pour toute autre bataille.

MARIE DEMERS, auteure de *Pour une ville qui marche, Aménagement urbain et santé*, Éditions Écosociété, et chercheur, expose comment l'environnement urbain, organisé en fonction de l'automobile, a changé notre mode de vie qui est devenu de plus en plus sédentaire, en plus de favoriser l'étalement urbain. Nous sommes passés de l'architecture à la *CARchitecture*. En plus des différentes formes de pollution associées aux modes de développement et à l'étalement urbain, on note la disparition de l'espace public, la perte du sens de la communauté, la réduction des contacts fortuits, une plus faible exposition à la diversité humaine, une diminution de la cohésion sociale et du rôle politique de la rue. De plus, l'inactivité physique que favorise ce type d'aménagement urbain entraîne des problèmes d'obésité. Il importe donc de développer des environnements favorables à la marche, en modifiant les politiques publiques pour repenser l'aménagement urbain en fonction de l'Humain et non seulement de l'automobile.

TABLE RONDE SUR LES «GRANDS PROJETS» : DE MILTON-PARC À GRIFFINTOWN

Animé par **FLORENCE JUNCA-ADENOT**, professeure en Études urbaines à l'UQAM et responsable du Forum URBA 2015

avec : **KARINE TRIOLLET**, coordonnatrice de la table de concertation Action-Gardien de Pointe Saint-Charles, **GUY DE REPENTIGNY**, chef de division, Groupe d'interventions stratégiques et tactiques, de la Ville de Montréal, **RAPHAËL FISHLER** professeur de l'École d'urbanisme de l'Université McGill et **CHRISTIAN YACCARINI** président-directeur général de la Société de développement Angus.

Il y a toujours eu de grands projets dans les villes, mais ils prennent aujourd'hui des proportions particulières dans un monde urbanisé et engagé dans le jeu de la mondialisation. Les citoyens sont maintenant bien informés et veulent participer au développement de leur milieu. Comment les grands

projets peuvent-ils influencer la santé de la population et sa qualité de vie ? À quelles conditions les grands projets peuvent-ils être de bons projets ?

RAPHAËL FISHLER soutient qu'il y a différents types de développement de grands projets. Il y a la chirurgie urbaine où l'on rase tout et que l'on bâtit autre chose. Il y a la rénovation urbaine lorsqu'il n'y a pas grand-chose sur place, comme un terrain industriel désaffecté, et que l'on construit un nouveau projet. Et enfin, il y a la revitalisation urbaine où cherche plutôt à améliorer un quartier en misant sur ses forces internes. Ce qui distingue ces types de projets, c'est la manière dans laquelle ils s'inscrivent dans un cadre urbain existant, en relation avec une communauté ayant des intérêts propres. Plusieurs projets amènent toutefois une confusion ou confrontation des genres comme dans le cas du projet de Griffintown. Les promoteurs disent faire de la rénovation urbaine alors que d'autres réclament de la revitalisation urbaine avec la communauté en place. La renaissance d'un quartier n'exige pas un investissement massif d'un coup. Elle peut se faire par stratégie de revitalisation graduelle et successive à petite échelle. Il faut s'intéresser à la nature du dialogue entre la population et les décideurs.

KARINE TRIOLET rappelle qu'il y a quelques conditions à respecter pour que les gros projets deviennent de grands projets porteurs et structurants. D'abord, la pertinence du projet et son acceptabilité par la communauté en place. En ce sens, un projet ne doit pas être parachuté dans un milieu comme s'il n'y avait rien, mais doit être issu d'une concertation au sein de la communauté avant même la définition du projet, et ce, jusqu'à son adoption. Ensuite, le projet devrait répondre aux besoins collectifs des gens qui habitent le territoire, tout en respectant le milieu ou le quartier où il s'implante. De plus, les grands projets devraient s'insérer dans une planification d'ensemble, une vision à long terme pour Montréal et ses quartiers. Tous les projets devraient être soumis à des études d'impacts, sociaux et environnementaux, effectuées par des firmes indépendantes. Enfin, il devrait y avoir une facture et un *design* de qualité.

CHRISTIAN YACCARINI dit simplement qu'il y a de bons et de mauvais projets. Ce qui doit primer c'est l'intérêt public. Le développement économique doit se faire dans le sens de la revitalisation urbaine. Chaque projet possède sa dynamique propre. Un bon projet dans un quartier n'est pas nécessairement réalisable ailleurs. Il faut faire une analyse de l'acceptabilité d'un projet dans la communauté où il s'implante. Si le projet est rejeté par la communauté même si on le croyait bon, il faut accepter ce rejet qui est l'expression de la démocratie.

GUY DE REPENTIGNY croit qu'il doit y avoir de grands projets pour le plein développement de Montréal. Faute d'investissement dans le passé, on se retrouve aujourd'hui devant un éventail de projets en marche et ayant un potentiel formidable. Il faut les aborder avec ouverture et de façon constructive pour se donner un cadre de vie à la hauteur des attentes des citoyens. On cherche les meilleures façons de faire pour tenir compte de la complexité des intérêts. Le projet de Griffintown a été mis à l'épreuve pour faire en sorte que ce projet intègre les dimensions mises de l'avant par les divers acteurs. Il importe de développer une perspective intégrée. La réalité est complexe et on ne peut la simplifier. Il importe également de travailler en amont avec les acteurs.

PÉRIODE D'ÉCHANGES : FAITS SAILLANTS

Le projet de développement du quartier Griffintown a fait l'objet de débats. Pour M. De Repentigny, le promoteur a intégré les préoccupations des



Animation de Florence Junca-Adenot, Professeure, Études urbaines, UQAM, Responsable du Forum. URBA 2015

Photo / Celine Lecomte

citoyens. Plus de 1 200 citoyens ont pu faire valoir leurs points de vues, ce qui a bonifié le projet de façon remarquable. Il y a de bons mécanismes en place même s'ils ne sont pas parfaits. Pour Karine Triollet, dans la conception du projet, il reste le même du début à la fin. Ce qui a manqué c'est qu'on réfléchisse en amont collectivement, plutôt que d'être consulté pour des modifications mineures. Il faut des mécanismes de participation transparents pour parler d'une véritable participation des citoyens. Les projets sont adoptés par l'exécutif municipal à huis clos. Pour un participant, il y a en effet une différence entre le projet 2008 et le projet initial, mais il s'agit de bricolage autour d'un projet instantané n'étant pas enraciné et faisant fi du «géné des lieux qui l'habite». Un autre participant a soutenu que la Ville de Montréal a perdu son service d'urbanisme et qu'elle souffre aujourd'hui d'un manque de planification globale pour la ville. Une commission d'architecture et d'urbanisme aurait d'ailleurs condamné le projet sans que son rapport ne soit considéré par la Ville de Montréal. Les membres du comité exécutif auraient eu à se prononcer sans avoir reçu tous les documents pertinents.

Le rôle de la Ville de Montréal dans la réalisation de grands projets a aussi suscité plusieurs échanges. Son rôle devrait être d'assurer un développement axé sur le bien commun et d'obliger en ce sens les promoteurs à suivre sa planification et à utiliser les outils d'urbanismes et de consultation en place, ce qu'elle ne fait pas comme le démontre le processus de Griffintown. Pour Christian Yaccarini, la décentralisation vers les arrondissements, en multipliant les

lieux de consultation, n'est pas bien faite et mène parfois au dysfonctionnement de la ville. Pour un autre participant, au contraire, la décentralisation renforce la démocratie locale en facilitant la participation. La Ville s'est dotée d'outils de planification, certains ayant fait l'objet d'une consultation publique comme le plan d'urbanisme, et d'autres non, comme le Plan stratégique de développement durable et le Plan de développement économique dont peu de gens ont entendu parlé. Il n'y a aucune relation entre ces plans et la Ville semble prête à faire toutes les exceptions souhaitées par les promoteurs.

On a rappelé que les médias ont également un rôle à jouer dans les débats entourant les grands projets. Ils contribuent à forger l'idée que la population s'en fait alors qu'ils intègrent, parfois, des distorsions de l'information. De plus, les limites financières des villes québécoises imposent un carcan difficile faisant en sorte qu'elles acceptent rapidement de grands projets d'investissements.

En somme, si on appliquait les politiques déjà en place, nous ferions un grand pas en avant. Au cours des dernières années, il y a eu de grands projets réussis comme le quartier international, le développement Angus, le projet Benny Farm, etc. On peut s'en inspirer car nous n'avons pas le choix de revoir notre modèle de développement.



Photo / Céline Lecomte

📍 Visite commentée en autobus des quartiers Milton-Parc et Griffintown, où les citoyens ont lutté et luttent contre un méga-projet. Collectif d'animation urbaine de l'Autre Montréal.



Photo / Céline Lecomte

📍 Visite de la rue Durocher et d'un exercice pratique : imaginez les aménagements d'une rue idéale.

MEMBRES DU COMITÉ CONSULTATIF

- **Normand Brunet**
Coordonnateur de l'Institut des sciences de l'environnement de l'UQAM
- **Marie-Josée Denis**
Conseillère en programmes à l'Agence de santé publique du Canada
- **Véronique Faille**
Conseillère en programmes à l'Agence de santé publique du Canada
- **Nicolas Girard**
Chargé de projet et responsable des communications du Fonds d'action québécois pour le développement durable (FAQDD)
- **Johanne Lambert**
Regroupement québécois des intervenantes et intervenants en action communautaire en CLSC et en Centre de santé (RQIIAC) – Région de Montréal. Organisatrice communautaire du CSSS Jeanne-Mance
- **Yves Lévesque**
Directeur de Vivre St-Michel en santé
- **François Miller**
Conseiller en planification, Équipe de coordination – Développement durable Direction de l'environnement et du développement durable, Ville de Montréal
- **Luc Rabouin**
Coordonnateur du Centre d'écologie urbaine de Montréal
- **Paul-Antoine Troxler**
Responsable de l'Éco-quartier Peter McGill et du regroupement des éco-quartiers
- **Linda Vallée**
Présidente de la CDEC Plateau-Mont-Royal / Centre-sud

Ce projet a été rendu possible grâce
à la contribution des partenaires suivants :

Agence de la santé
et des services sociaux
de Montréal



Agence de la santé
publique du Canada

Public Health
Agency of Canada



Desjardins
Caisse d'économie solidaire

cdec

CENTRE-SUD /
PLATEAU MONT-ROYAL



FONDS D'ACTION
QUÉBÉCOIS POUR LE
DÉVELOPPEMENT DURABLE

GazMétro
la vie en bleu



Institut des Sciences
de l'environnement

Montréal

UQAM Service aux collectivités
Université de Québec à Montréal



Centre d'écologie urbaine de Montréal
3516, avenue du Parc
Montréal (Québec) H2X 2H7
téléphone : 514.282.8378
www.ecologieurbaine.net